

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Pourquoi-certains-refusent-de>

Réseau Sortir du nucléaire > Le Réseau en action > Campagnes et mobilisations nationales > Projet Cigéo à Bure : non à l'enfouissement des déchets radioactifs ! > Archives > Débat public > **Pourquoi certains refusent de participer au débat public sur l'enfouissement des déchets à Bure ?**

4 juillet 2013

Pourquoi certains refusent de participer au débat public sur l'enfouissement des déchets à Bure ?

Un point de vue à débattre...

Depuis plus de 50 ans la France produit des déchets radioactifs. On ne sait pas quoi faire des ces déchets mais on continue d'en produire. Quand ça pète à Tchernobyl ou Fukushima, personne ne sait éteindre ce feu nucléaire qu'on voudrait cacher sous terre, ici, à 500 mètres de profondeur à Bure (Meuse-Haute-Marne).

On en a après l'ANDRA (1) et le projet Cigéo (2). La CNDP (3) subit notre colère car c'est elle qui a été envoyée au front pour gérer ça. Mais elle ne représente qu'un rouage de cette énorme machinerie. Ce n'est qu'un outil de plus au service du nucléaire. Bloquer ce débat n'est pas comme certains le disent anti-démocratique, puisque notre volonté première est de stopper un processus qui lui est complètement anti-démocratique - et ce depuis le départ.

La population n'a jamais été consultée sur le choix du nucléaire en France. Jamais. La population n'a jamais été consultée non plus sur le projet d'enfouissement des déchets nucléaires les plus dangereux à Bure. Jamais. Et aujourd'hui, alors que ce projet est sur les rails et que quasiment tout est décidé, on nous demande de participer à un « débat » sur la manière d'enfouir ces déchets. On se moque de nous !

Pourtant, quoi de plus normal que de se dire : « Tiens ? Un débat public ? Super, on va enfin pouvoir développer nos arguments (ou contre-arguments) ! » Nous pourrions trouver tout à fait légitime d'être en faveur d'un vrai débat public. Mais l'expérience montre qu'il n'y a jamais eu de réels débats sur le nucléaire.

Pour ceux qui s'en souviennent, le débat de 2005 sur la gestion des déchets nucléaires en est une excellente preuve. L'option de l'enfouissement y avait été majoritairement rejetée par les participants... et aujourd'hui le même public est invité à participer à un nouveau débat portant sur les modalités de cet enfouissement rejeté il y a huit ans !

Depuis 20 ans le débat s'exprime déjà dans bien des lieux : des chapiteaux, des troquets, des salles des fêtes, des champs de cailloux... Depuis le début, de nombreuses personnes portent un débat permanent contre vents et marées, face aux millions d'euros de frais de communication de l'Andra, face à ses expos « ludiques » sur la radioactivité, son journal mensuel sur beau papier glacé, ses intervenants spécialement formés pour bourrer le crâne de nos enfants dans les collèges et les lycées du coin, etc.

Nous avons des arguments techniques et scientifiques contre l'enfouissement, et nous soutenons toutes les personnes qui ont pris de leur temps pour éplucher les dossiers de l'agence, débusquer ses manœuvres, et nous traduire à tous, néophytes que nous sommes, paysans, retraités, agrégés, circassiens ou ouvriers, ce qu'ils avaient découvert. Leur travail a nourri notre colère, nous a donné confiance en nos capacités à comprendre et à répondre « non » lorsque les arrogants experts de l'Agence nous expliquaient que nous ne pouvions pas comprendre les données scientifiques et qu'il fallait faire confiance aux « sachants ». Cette colère, c'est elle qui s'exprime lors des blocages des réunions du débat. Elle n'a rien d'illégitime.

Il y a dans les rangs des bloqueurs des gens de tous horizons et aussi des élus, des scientifiques, des juristes, des responsables de partis électoralistes. Ils savent que la démocratie s'éclipse face au nucléaire. Et que même les bonnes intentions qui ont donné naissance à la convention d'Aarhus n'ont pas suffi à éviter que les débats publics ne deviennent un moyen de propagande de plus à disposition des nucléocrates. Nous sommes tous frustrés de ne pas pouvoir développer nos arguments ailleurs que sous des chapiteaux. Mais nous savons par expérience que ce débat ne sert qu'à canaliser le mécontentement, faire croire que les décisions ne sont pas déjà prises, faire passer les opposants qui « refusent de jouer le jeu » pour de dangereux intégristes, des ennemis de la démocratie. Pour nous, un réel débat se déroule avant toute prise de décision. Cette première condition n'est pas appliquée ici puisque Cigéo/Bure est passé en phase pré-industrielle l'an dernier, en 2012. Tous (Andra, CNDP, ...) s'entendent pour dire que ce débat n'est que « consultatif ».

Alors oui, il faudra bien faire quelque chose de ces déchets, c'est bien pour ça qu'il ne faut surtout pas les enfouir. Nous ne voulons pas d'une énième zone contaminée, d'une énième zone militarisée, sous prétexte de protéger les générations futures, alors qu'il ne s'agit que de servir les intérêts du nucléaire. Si assurer un avenir sain pour les générations futures était une préoccupation de notre gouvernement, on arrêterait le nucléaire de suite. Continuer à produire des tonnes de déchets atomiques ingérables est un non-sens, nous le savons. **Nous voulons une sortie en urgence du nucléaire. C'est LA condition pour qu'une décision réfléchie et démocratique pour gérer au moins pire ces poisons soit prise sans être dirigés par la volonté absurde de continuer le programme nucléaire. En attendant, en tout état de cause, tous les projets de stockage doivent être stoppés.**

L'urgence aujourd'hui, c'est comment arrêter le nucléaire et pas comment enterrer ses déchets.

Nous sommes conscients de la complexité du problème et des menaces que les déchets radioactifs font peser sur l'avenir. Cette réflexion devra prendre le temps nécessaire pour formuler des propositions objectives, mesurées et acceptables démocratiquement. En attendant, il faut laisser ces déchets là où ils sont depuis le début, sous nos yeux, pour pouvoir les surveiller et intervenir en cas de problème.

Notes :

1 - Agence Nationale de gestion des Déchets RAdioactifs

2 - Centre Industriel de stockage Géologique

3 - Commission Nationale du Débat Public